

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°6 - 21 novembre au 16 décembre 2016

SOMMAIRE

Législation - Réglementation	p. 1 à 2
Normes - Labels - Démarches	p. 2 à 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 3 à 4
Outils - Méthodologies	P. 4 à 5
Économie - Incitations financières	p. 6
Immobilier	p. 7 à 8
Éducation - Formation - Documentation	p. 8 à 9
Réalisations	p. 9 à 10
Professionnels - Entreprises	p. 10 à 12
Filières - Prestataires	p. 12
Bâtiment - Énergie	p. 12 à 13
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 13 à 14
Autres thèmes	p. 14 à 15

/// LEGISLATION - REGLEMENTATION ///

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : l'arrêté définissant les opérations standardisées d'économie d'énergie a été modifié - Novembre 2016

Le texte modifie quatre fiches existantes, parmi lesquelles les fiches « Chaudière individuelle à haute performance énergétique » (BAR-TH-106) et « Pompe à chaleur type air/eau ou eau/eau » (BAR-TH-104), afin d'aligner la situation de référence utilisée pour le calcul des montants forfaitaires des CEE sur les exigences du règlement européen n°813/2013 du 2 août 2013. Il prévoit, en outre, l'ajout de trois nouvelles fiches relatives à l'isolation des murs en France d'Outre-mer ainsi qu'aux systèmes de régulation sur un groupe de production de froid permettant d'avoir une haute ou une basse pression flottante.

A télécharger :

- > Arrêté du 20 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économie d'énergie : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033359033
- > Rectificatif de l'arrêté du 20 octobre 2016 : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033519126

Marchés publics : les professionnels du Bâtiment se disent dissuadés par le formalisme administratif et la complexité des procédures - 24 novembre 2016

Selon une récente enquête menée par Batiactu, 81% des entreprises et des maîtres d'œuvre du Bâtiment estiment qu'en matière de marchés publics tout est joué d'avance. 82% jugent en outre complexe l'accès à la commande publique. Des résultats qui ne surprennent ni la CAPEB, ni la FFB, ni le Conseil national de l'Ordre des architectes. A l'unanimité, ces organisations professionnelles mettent en avant les aspects chronophages, formels et administratifs des marchés publics et affirment attendre beaucoup de la réforme en cours des marchés publics.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/enquete-marches-publics-capeb-ffb-cnoa-reagissent-47090.php

Travaux embarqués : le projet de texte a été modifié - 28 novembre 2016

Finalement, l'obligation ne s'imposera que « lors de travaux de ravalement sur des parois donnant sur l'extérieur et constituées des matériaux suivants : briques industrielles, blocs béton industriels ou assimilés, béton banché ou bardages métalliques ». Les bâtiments relevant du label « XX^{ème} siècle » issu de la loi création, architecture, patrimoine du 7 juillet 2016 seront exclus du champ d'application de l'obligation. Enfin, concernant la dérogation portant sur « les travaux d'isolation entraînent des modifications de l'aspect de la construction en contradiction avec les prescriptions prévues pour les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine », les « secteurs sauvegardés et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine » seront remplacés par l'appellation de « sites patrimoniaux remarquables ».

Source :

- > www.batiactu.com/edito/travaux-embarques-decret-reecrit-avancee-positive-associations-47135.php

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : 12 programmes sélectionnés pour lutter contre la précarité énergétique dans l'habitat et dans les transports - 5 décembre 2016

Les projets lauréats portent sur la sensibilisation, l'information et la formation des ménages en situation de précarité énergétique aux enjeux des économies d'énergie. L'objectif est d'accompagner ces ménages « pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique ambitieux ». Parmi les douze projets retenus, neuf visent à lutter contre la précarité énergétique dans l'habitat : AMO Déclit auprès de copropriétés ; Ecorce ; Mage ; Depar ; Mettons nos énergies au service des locataires ; Eco-gestes durables ; Eco-gestes solidaires ; Cleo (parc social) ; Accompagnement des copropriétés fragiles préparant une décision de rénovation énergétique.

Source :

- > www.environnement-magazine.fr/article/48618-cee-douze-projets-pour-lutter-contre-precarite-energetique/

Le guide sur les marchés à procédure adaptée a été mis à jour - 7 décembre 2016

Cette nouvelle version, enrichie de commentaires et de conseils pratiques ainsi que de documents-types en annexes (Mapa-type de travaux ou de prestations intellectuelles, rapport d'analyse-type, ...), est accessible gratuitement en ligne sur le site de l'association des acheteurs publics. Seuls les documents-types sont réservés aux adhérents.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/un-guide-sur-les-marches-a-procedure-adaptee-a-jour-de-la-reforme-des-marches-publics-33817554

Un arrêté modifie les modalités de prise en compte des boucles d'eau et des systèmes solaires thermiques dans la réglementation thermique 2012 - 9 décembre 2016

Ce texte, publié au Journal officiel du 17 novembre 2016, vise à améliorer la méthode de prise en compte des boucles d'eau et des systèmes solaires thermiques dans la réglementation thermique 2012.

Source :

> www.rt-batiment.fr/generalites/actualites.html

A télécharger :

> Arrêté du 4 novembre 2016 modifiant les modalités de prise en compte des boucles d'eau et des systèmes solaires thermiques dans la RT 2012 : www.rt-batiment.fr/fileadmin/documents/RT2012/titres5/2016-12-09_arrete_4_novembre_2016.pdf

La réforme relative à la rénovation énergétique des bâtiments existants, d'abord prévue pour 2017, devrait être décalée à 2018 - 15 décembre 2016

Le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique a repoussé au 1^{er} janvier 2018 l'entrée en vigueur du projet d'arrêté fixant des exigences minimales élément par élément en cas de rénovation énergétique des bâtiments existants.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/comment-le-gouvernement-va-assouplir-et-differer-la-reglementation-sur-la-renovation-des-batiments-e-33895926

Travaux de construction de nouveaux logements dans un immeuble existant : la liste des pièces à fournir lors de la demande préalable a été publiée au Journal officiel - 15 décembre 2016

Afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne et de mieux connaître et contrôler les mises en location, les articles L. 111-6-1-1 à L. 111-6-1-3 du Code de la construction et de l'habitation ont instauré un dispositif d'autorisation préalable des travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant. Cette autorisation est instituée par une délibération de l'Etablissement public de coopération intercommunale compétent ou, à défaut, par le Conseil municipal de la commune concernée. Un arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation dresse la liste des éléments à fournir et celle des destinataires à qui les transmettre.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/autorisation-prealable-a-des-travaux-de-construction-de-nouveaux-logements-dans-un-immeuble-existant-33891238

Recours à l'architecte : le décret sur le seuil de 150 m² est paru - 16 décembre 2016

Le décret n°2016-1738 du 14 décembre 2016 relatif à des dispenses de recours à un architecte fixe à 150 mètres carrés de surface de plancher le seuil au-delà duquel le recours à un architecte est obligatoire « *pour les personnes physiques qui édifient ou modifient des constructions, à l'exception des constructions à usage agricole* ». Cette disposition sera applicable aux demandes de permis de construire déposées à compter du 1^{er} mars 2017.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/recours-a-l-architecte-le-decret-sur-le-seuil-de-150-m2-est-enfin-paru-33898410

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

L'association HQE-France GBC publie un « Benchmark des certifications internationales à l'échelle du quartier : positionnement de la certification HQE relativement à BREEAM, DGNB et LEED » - Décembre 2016

Cette publication donne des éléments de compréhension et de comparaison des principaux systèmes de certification internationaux à l'échelle des quartiers sur la base des versions disponibles au 30 octobre 2016. L'objectif est de contribuer à l'information des professionnels sur les systèmes existants et de positionner HQE Urban Planning and Development, face à BREEAM for Communities, à DGNB Urban Districts et à LEED Neighborhood Development, en comparant les exigences techniques et les processus de certification.

A télécharger :

> www.hqegbc.org/wp-content/uploads/2016/06/D%C3%A9c-2016_Benchmark-Quartier.pdf

« Certiled », le nouveau label de qualité des LED - 9 décembre 2016

Ce nouveau label, né de la collaboration entre le GIL-Syndicat du Luminaire, le Cluster Lumière, la FFIE et de nombreux fabricants, installateurs et distributeurs, permet d'apporter aux consommateurs un gage de qualité.

En vérifiant la véracité des performances annoncées par le fabricant, que ce soit en matière d'éclairage, de durée de vie ou d'efficacité lumineuse, il permet de faire la différence entre les multiples produits présents sur le marché, à des prix et des qualités variables.

Source :

> <http://batijournal.com/certiled-nouveau-label-de-qualite-led/94497>

Le label « EcoQuartier » comprend désormais 4 niveaux - 13 décembre 2016

Afin de renforcer la lisibilité et la cohésion du label « EcoQuartier », celui-ci comprendra désormais 4 niveaux correspondants aux phases « Projet », « Chantier », « Livraison » et « Vécu 3 ans après livraison ».

Source :

> <http://batijournal.com/ecoquartiers-label-comprend-4-niveaux/94511>

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Bois traité : la marque CTB-B+ publie trois fiches pratiques pour aider les professionnels - 22 novembre 2016

Dédiées aux bardages, terrasses et aménagements extérieurs, ces trois premières fiches présentent les performances des produits, les règles de pose et les conditions d'entretien des bois traités. Outils d'aide à la décision pour tous les acteurs de la construction, ces fiches, disponibles sur demande auprès de teresita.molina@fcba.fr, seront également bientôt téléchargeables sur www.ctbbplus.fr.

Source :

> <http://batijournal.com/garantir-durabilite-dun-ouvrage-bois/94333>

Airium, une nouvelle mousse isolante destinée à améliorer la performance thermique des blocs béton - 23 novembre 2016

Ce nouvel isolant 100% minéral, créé par LafargeHolcim, se compose pour l'essentiel d'un prémix (ciment) auquel a été ajoutée une mousse blanche de type mousse à raser constituée d'adjuvants naturels (protéines). Cette solution, qui s'injecte directement dans les blocs béton, affiche un coefficient de conductivité thermique de 0,042 W/m.K et une résistance thermique supérieure 1 m².K/W avec des granulats standards et à 1,7 m².K/W avec des granulats légers.

Source :

> www.batiactu.com/edito/airium-mousse-isolante-beton-47073.php

Le béton de chanvre démontre sa bonne tenue au feu - 29 novembre 2016

Soumis à des tests de réaction au feu par un laboratoire accrédité Cofrac, le Laboratoire national d'essais (LNE), les produits de la gamme Béton Chanvre Tradical pour les applications murs, toitures et enduits du producteur BCB, ont tous démontré leur haute résistance à des attaques prolongées de flammes (ou d'un objet incandescent isolé) tout en limitant la progression des flammes.

Les produits testés ont par ailleurs démontré qu'ils n'émettaient que de très faibles fumées, sans propagation de gouttelettes, ni de particules enflammées. Des performances qui ouvrent la voie à des applications élargies, notamment pour les établissements recevant du public ou les bâtiments tertiaires, dont les exigences en termes de sécurité sont plus drastiques.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/le-beton-de-chanvre-ne-craint-pas-le-feu-33767869

Vient de paraître : « Recensement des produits bio-sourcés disponibles sur le marché et identification des marchés publics cibles » - Décembre 2016

Cette étude, réalisée par la Direction générale des entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du plan industriel « Chimie verte et Biocarburants » de la Nouvelle France industrielle, recense les produits bio-sourcés disponibles sur le marché français et identifie les différentes catégories de marchés publics susceptibles d'y recourir. Elle offre aux acheteurs publics des points de repère pour le « sourcing » des produits bio-sourcés et pour la rédaction des appels d'offres publics. Elle propose également aux pouvoirs publics des pistes pour aller plus loin dans leur action afin d'encourager le recours aux produits bio-sourcés dans les marchés publics.

Source :

> www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/produits-biosources-marches-publics

A télécharger :

- > **Rapport - Recensement des produits bio-sourcés disponibles sur le marché et identification des marchés publics cibles :**
www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/Analyses/2016-09-produits-Biosources-Rapport.pdf
- > **Annexes - Recensement des produits bio-sourcés disponibles sur le marché et identification des marchés publics cibles :**
www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/Analyses/2016-09-produits-Biosources-Annexes.pdf

Une équipe du Laboratoire d'énergie solaire et de physique du bâtiment de l'EPFL a développé des fenêtres améliorant le confort et l'éclairage grâce à des micro-miroirs - 8 décembre 2016

En équipant les fenêtres d'une fine couche de micro-miroirs allant de 0,15 à 0,2 millimètres placée entre les deux couches d'un double-vitrage classique, l'équipe d'Andreas Schüller a développé un vitrage qui, selon les premières hypothèses, permettrait de réduire de 10 à 20% la charge thermique (chauffage et climatisation) comparé à un système de vitrage classique. La qualité du confort visuel s'en trouverait également améliorée : la lumière, diffusée de manière homogène et plus intense (+150% de lumière dans le fond d'une pièce, par exemple), éviterait les forts contrastes et les éblouissements.

Source :

> <http://batijournal.com/vitrage-futur-ameliore-confort-leclairage-grace-a-micro-miroirs/94490>

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Lancement du projet de recherche et développement OVALEC pour « Outils pour VALoriser les actions de transition vers une Economie Circulaire dans la construction » - 28 novembre 2016

Lauréat de la 3^{ème} édition de l'appel à projets de recherche de l'ADEME « Vers des bâtiments responsables à l'horizon 2020 », ce projet, mené par le CSTB, le BRGM, Bouygues Construction et l'association HQE-France GBC, vise à élaborer un outil permettant aux acteurs de la construction d'adapter la conception des bâtiments aux spécificités du territoire concerné, sous l'angle des flux de matériaux et des déchets du bâtiment. Complémentaire aux outils actuels d'analyse du cycle de vie qui utilisent des données nationales, OVALEC permettra d'affiner ces résultats en s'appuyant sur des données territoriales. La livraison de l'outil, puis la publication des résultats, sont prévues en mars 2019.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/un-nouvel-outil-pour-l-economie-circulaire-33755386

Le Syndicat de l'éclairage et GreenFlex lancent le guide d'achat durable du luminaire - 28 novembre 2016

Destiné aux professionnels, l'EcoGuide Eclairage a pour objectif de les accompagner dans le choix d'équipements de qualité, plus durables et moins consommateurs d'énergie. Les luminaires présents sur le marché sont ainsi évalués sur des critères d'engagement RSE du constructeur, de respect de l'environnement et de durabilité, ainsi que sur des critères de consommation énergétique.

Source :

> <http://batijournal.com/choisir-eclairage-led-site-web-ecoguide-eclairage/94378>

A consulter :

> **EcoGuide Eclairage :** www.ecoguide-eclairage.com/fr

La FFB ouvre un site internet pour présenter et expliquer le BIM - 1^{er} décembre 2016

Baptisé « Mon itinéraire BIM », ce nouvel outil propose un parcours permettant à chacun de se poser les bonnes questions et de définir son itinéraire BIM en fonction de ses besoins et de sa stratégie. Didactique, le site comprend des vidéos qui expliquent le BIM, des témoignages d'entrepreneurs qui se sont lancés, des exemples d'utilisation d'outils BIM pour et par des entreprises, des quiz, des illustrations, etc.

Source :

> www.ffbatiment.fr/federation-francaise-du-batiment/laffb/salle_de_presse/communiqués_de_presse/la-ffb-ouvre-un-site-internet-pour-présenter-et-expliquer-le-bim.html

Accéder à :

> « Mon itinéraire BIM » : www.ffbim.fr

Carnet numérique de suivi et d'entretien du logement : zoom sur deux initiatives en cours - 6 décembre 2016

En attendant le décret d'application, Mediaconstruct vient de lancer un groupe de travail afin de réfléchir sur les usages du carnet numérique du logement. Quelles seront les données qui devront y figurer ? Qui assurera leur mise à jour ? A quels types d'acteurs sera-t-il destiné ? Sur quel format s'appuiera-t-il ? Quel seront les liens entre carnet numérique et BIM ? Le groupe de travail se donne quinze mois pour répondre à ces questions, soit jusqu'en mars 2018 environ.

De son côté, Fifthplay France a lancé l'application « Mon suivi logement ». Conçue pour répondre à l'obligation de carnet de suivi numérique des logements, l'application disponible sur mobile permet de conserver et de centraliser tous les documents liés au logement (diagnostic de performance énergétique, étude thermique, fiches techniques des équipements techniques, coordonnées des différents prestataires, ...). Cette application, qui permet en outre de programmer les alertes pour les opérations de maintenance des différents systèmes, a été récompensée dans le cadre du challenge de l'habitat innovant 2017 organisé par « Les constructeurs et aménageurs » de la FFB.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/carnet-numerique-de-suivi-du-logement-des-initiatives-en-attendant-le-decret-d-application-33811477

12 projets ont été sélectionnés pour expérimenter le carnet numérique de suivi et d'entretien du logement - 12 décembre 2016

Ont été retenus les projets proposés par Bazimo, le Bureau Veritas, le COSTIC, Cozy cloud & EDF, Ereino, Intent Technologies, Energies demain, Mon Carnet Maison, Novabuild, PMB Software, Qualitel et Vilogi.

Un million d'euros sont mobilisés pour soutenir ces expérimentations.

Source :

> www.batiment-numerique.fr/news/51/27/Carnet-numerique-de-suivi-et-d-entretien.htm

Orée lance « Elipse », une plateforme d'évaluation des démarches d'écologie industrielle - 15 décembre 2016

« Elipse » doit permettre aux porteurs de projet d'évaluer leur démarche à travers un questionnaire de 61 indicateurs (dont 16 obligatoires) organisés en trois thématiques :

1. la coopération multi-acteurs ;
2. la création de richesses locales ;
3. la boucle des flux.

Les porteurs de projets disposeront d'un état de référence, d'un historique et d'un suivi de chaque indicateur et d'une note globale de D- à A+.

Les retours des territoires qui ont expérimenté « Elipse » sont très positifs. La mise en ligne du référentiel et son accès gratuit vont permettre à Orée un suivi statistique des démarches en cours en France.

Source :

> www.environnement-magazine.fr/article/48684-oree-lance-elipse-plateforme-d-evaluation-des-demarches-d-ecologie-industrielle/

Accéder à :

> « Elipse » : www.referentiel-elipse-eit.org

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Financement des travaux de rénovation énergétique : la ministre du Logement a demandé au président du Plan Bâtiment Durable, Philippe Pelletier, de mobiliser les établissements bancaires - 24 novembre 2016

Dans une récente lettre de mission, la ministre a demandé à Philippe Pelletier de lancer, sans tarder, des actions de mobilisation des établissements bancaires et financiers, au plan national, comme local. La ministre entend ainsi observer les pratiques innovantes sur le territoire, analyser comment améliorer l'information, la diffusion et distribution des prêts à la rénovation énergétique et, en particulier, de l'éco-prêt à taux zéro « *dont les chiffres ne sont pas encore à la hauteur de l'objectif* », et observer le déploiement du tiers-financement.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/pour-accelerer-le-financement-des-travaux-de-renovation-energetique-le-plan-batiment-durable-devra-s-33718117

L'indice Insee du prix des travaux d'entretien-amélioration des logements a augmenté de 0,3% au 3^{ème} trimestre 2016 - 25 novembre 2016

Basé sur une valeur de 100, fixée comme référence en 2010, l'indice atteint désormais 106,3 points, la valeur la plus haute jamais atteinte. Sur un an, les prix augmentent de 0,8%, principalement dans la plâtrerie (+0,9%) et dans la menuiserie bois et PVC (+0,7%). Seul le secteur de l'électricité enregistre un léger recul (-0,2% après +0,9%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/jamais-travaux-entretien-logements-n-ont-ete-aussi-47116.php

Taux réduit de TVA sur les travaux d'entretien-amélioration des logements de plus de 2 ans : l'avis de la Cour des comptes - 28 novembre 2016

Avec un coût de 3,28 milliards d'euros prévu pour 2016, ce dispositif constitue la quatrième dépense fiscale la plus importante. Or, la Cour des comptes constate que ses conditions de pilotage, de suivi et de contrôle sont insatisfaisantes au regard du montant de l'effort budgétaire consenti. La Cour formule donc deux recommandations pour que soit maintenu ce dispositif : présenter un chiffrage rigoureux des effets budgétaires et économiques des trois ajustements intervenus depuis 2012 et réaliser une évaluation des bénéfices économiques du taux réduit de TVA sur les travaux d'entretien-amélioration des logements de plus de deux ans, en chiffrant explicitement le coût pour les finances publiques des créations d'emplois qui lui sont imputables et en examinant les scénarios d'évolution susceptibles d'en améliorer l'efficacité.

Source :

> www.ccomptes.fr/Accueil/Publications/Publications/Le-taux-reduit-de-TVA-sur-les-travaux-d-entretien-et-d-amelioration-des-logements-de-plus-de-deux-ans

L'association de défense des consommateurs CLCV estime que les conditions de mise en place du nouveau chèque énergie risquent « d'exclure nombre de bénéficiaires en situation de précarité énergétique » - 8 décembre 2016

Selon la CLCV, certains profils d'utilisateurs dans les territoires expérimentaux (Ardèche, Aveyron, Côtes d'Armor et Pas-de-Calais) ont vu leur allocation diminuer, notamment ceux qui cumulaient un tarif social pour l'électricité et le gaz naturel. La CLCV pointe donc un panel d'utilisateurs « *trop peu représentatif et n'intégrant presque pas de territoires très urbains* ». Selon l'association, les premiers rapports de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGE) indiqueraient par ailleurs que ce chèque « *n'est utilisé que par 60% des ménages bénéficiaires* ».

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/cheque-energie-clcv-craint-exclusion-menages-beneficiaires-28044.php4

Les tarifs réglementés du gaz naturel ont augmenté de 2,6% au 1^{er} décembre 2016 - 14 décembre 2016

Après plusieurs mois de baisses consécutives, la tendance est repartie à la hausse. Ils ont ainsi augmenté de 1,6% courant novembre et de 2,6% au 1^{er} décembre ; deux augmentations liées à la hausse des coûts d'approvisionnement d'Angle et de l'application de la taxe carbone ou taxe TICGN (Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel).

Source :

> www.batiactu.com/edito/gaz-vers-nouvelle-hausse-tarifs-2017-47364.php

Les prix des logements anciens ont continué d'augmenter au 3^{ème} trimestre 2016 - 24 novembre 2016

Selon les indices Notaires-Insee, les prix ont augmenté de 1,7% sur un an par rapport au 3^{ème} trimestre 2015. Une augmentation plus marquée pour les maisons (+2%) que pour les appartements (+1,4%). De son côté, le volume annuel de transactions continue de croître. Ainsi, le nombre de transactions réalisées au cours des douze derniers mois est estimé à 838 000 en septembre 2016, contre 829 000 en juin. Il excède nettement le volume cumulé un an plus tôt (755 000 en septembre 2015) et dépasse même les niveaux historiques de 2006 et 2012.

Source :

> www.batiactu.com/edito/immobilier-hausse-prix-se-poursuit-dans-ancien-47089.php

Immatriculation des copropriétés : l'Association des responsables de copropriétés (ARC) alerte sur certaines pratiques douteuses des syndics professionnels - 25 novembre 2016

Selon l'Association, certains syndics professionnels auraient d'ores et déjà anticipé la nouvelle obligation d'immatriculation des copropriétés et facturé l'opération bien en amont jusqu'à 2 400 euros aux copropriétaires. Une démarche qui, selon l'ARC, ne justifie aucune hausse d'honoraire dans la mesure où elle « *ne prend à tout casser qu'une vingtaine de minutes à réaliser* ». L'ARC révèle en outre que les syndics professionnels disposent de logiciels spécifiques leur permettant « *d'immatriculer en masse leurs copropriétés mandantes* ». Pour l'Association, il n'y a donc aucune raison que ces derniers réclament une forte hausse de leurs tarifs. Elle invite donc les copropriétaires à la prudence et les incite à demander que le « *coût soit facturé au temps effectivement passé par le syndic pour réaliser l'immatriculation* ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/immatriculation-coproprietes-syndics-deja-soupconnes-47120.php

84% des futurs acquéreurs interrogés pensent que la période est propice à l'achat - 28 novembre 2016

C'est ce que révèle la 20^{ème} édition de l'Observatoire du moral immobilier Logic-Immo.com. Principale raison évoquée ? La crainte d'une remontée des taux d'intérêt. Alors qu'en début d'année, 47% des candidats à l'accession expliquaient leur projet par le souhait de devenir propriétaire et de se constituer un patrimoine, ils souhaitent désormais majoritairement profiter des taux extrêmement bas (51%). Ils sont, par ailleurs, de plus en plus nombreux à envisager une augmentation des prix dans les six prochains mois.

Source :

> <http://batijournal.com/lembellie-immobiliere-se-poursuivre-2017-malgre-elections/94380>

D'août à octobre 2016, la construction de logements neufs enregistre une hausse de 9,2% par rapport à la même période en 2015 - 29 novembre 2016

Au 3^{ème} trimestre 2016, les mises en ventes progressent de 17,5% sur un an. Le nombre de logements autorisés à la construction s'établit à 118 600 sur 3 mois, soit une hausse de 7,5% par rapport aux 3 mois précédents et de 16,1% par rapport au trimestre août-octobre 2015. Sur un an, les permis délivrés s'établissent à 442 500 unités (dont 236 900 logements collectifs, en hausse de 20,3%), confirmant la dynamique croissante de l'activité (+14,8% en glissement annuel). De leur côté, les mises en chantier enregistrent un léger recul (-0,9% par rapport trimestre précédent). Sur un an, ce sont plus de 376 800 logements qui ont été mis en chantier, soit une progression de 10,4% par rapport aux 12 mois précédents portée par le résidentiel (+19,7%) et le collectif (+12,4%).

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/constructions-et-mises-en-ventes-en-hausse-le-logement-neuf-va-passer-de-bonnes-fetes-de-fin-d-annee-33765153

L'Observatoire de l'immobilier durable (OID) publie le « Baromètre 2016 de la performance énergétique et environnementale de l'immobilier tertiaire » - 30 novembre 2016

Ce baromètre présente les principaux indicateurs environnementaux et énergétiques pour les bureaux, les commerces et la logistique. La base de données comporte plus de 6 500 bâtiments et est représentative d'un parc de 27,5 millions de mètres carrés. Ces travaux de mesure menés par l'OID avec l'ensemble des membres contributeurs visent à accompagner la structuration du reporting sur les sujets environnementaux et à identifier le potentiel d'amélioration d'un site.

Source :

> www.o-immobilierdurable.fr/publication-barometre-2016/

Le lot de copropriété se présente comme un lien de droit à vocation perpétuelle instaurée entre des parties de l'immeuble pour permettre la répartition de sa propriété. Le lot de copropriété est finalement la résultante d'une appropriation individuelle à l'aide d'un procédé collectif et entre dans la notion plus large de propriété privée. L'analyse de la nature juridique du lot de copropriété vient cependant démontrer que l'objet de l'acquisition par le candidat acheteur est de nature bien différente. Celle-ci réside en une forme d'appropriation complexe en raison des distinctions qu'elle implique entre les différentes composantes du lot mais aussi en raison de la multiplicité des qualifications juridiques qu'elle conjugue. Les droits attachés à la notion de lot de copropriété semblent être des droits complexes, tantôt droits personnels, tantôt droits réels, combinant pleine propriété, indivision, servitudes, usufruit et nue-propriété, ce que l'on pourrait appeler « la propriété plurielle », une forme de propriété « caméléon » avec des composantes hétérogènes. Le candidat acquéreur n'achète pas un appartement dans un immeuble mais, en réalité, une quote-part indivise dans des choses communes dont il ne connaît ni l'étendue ni l'état ainsi que la jouissance exclusive d'un volume dénommé « partie privative » dont l'étendue est à la fois le critère et la conséquence (l'usage exclusif). L'analyse met en exergue une réelle discordance entre ce que les copropriétaires pensent posséder et la complexe réalité juridique de l'étendue de leur propriété et des droits et devoirs qui en découlent.

Source :

> www.theses.fr/2016GREAA008

A télécharger :

> Thèse - « Le lot de copropriété, entre complexité et illusion : analyse de la nature juridique du lot de copropriété » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01411404>

Les taux de crédits immobiliers ont enregistré une nouvelle baisse en novembre 2016 - 6 décembre 2016

En novembre, ils se sont établis à 1,31% en moyenne : 1,38% pour le neuf et 1,29% pour l'ancien. La durée des prêts se maintient à un niveau élevé. En novembre 2016, elle s'est établie à 211 mois en moyenne.

Source :

> www.batiactu.com/edito/oui-taux-credits-ont-encore-baisse-47248.php

41% des Français estiment que le logement idéal se situe en ville - 15 décembre 2016

C'est ce que révèle une récente enquête menée par Immonot.com. Viennent ensuite la campagne (32,8%), la mer (23,5%) et la montagne (3%). Pour 55,3% des Français, l'emplacement du bien immobilier est un critère primordial, suivi de la luminosité (29,1%) et de la vue (20,7%). 30,1% des personnes interrogées privilégient l'ancien évoquant son charme et son prix. Les 17,1% lui préférant le neuf évoquent, quant à eux, l'absence de travaux à réaliser (73,7%), les économies d'énergie (65,7%) ainsi que la possibilité de disposer d'un emplacement pour y garer son véhicule (22,7%). Enfin, 77,3% des sondés affichent leur préférence pour l'habitat individuel plutôt que pour le collectif.

Source :

> www.aucoeurdelimmo.com/actualites/infographie-a-quoi-ressemble-le-logement-ideal-des-francais-_4639.html

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Qualit'EnR propose un nouveau label pour valoriser la démarche qualité des organismes de formation : le label « Parcours Formation Durable » - 28 novembre 2016

Cette nouvelle certification s'adresse à tout organisme dispensant des formations en lien avec les domaines du bâtiment, de l'énergie et de l'environnement et dont les principaux publics sont les personnels techniques, commerciaux, ingénieurs, chargés de mission, etc. Attribuée pour une durée de quatre ans et soumise à un contrôle annuel des engagements, cette certification comprend un contrôle documentaire ainsi qu'un audit initial sur site.

Source :

> <http://batijournal.com/nouveau-label-qualite-parcours-formation-durable/94382>

Projet européen « Construction Inheritance » : favoriser la transmission des savoir-faire de la restauration du patrimoine bâti - 29 novembre 2016

Réalisé dans le cadre du programme européen Erasmus+ de la Commission européenne, le projet « Construction Inheritance » a pour objectif « *de relancer les métiers traditionnels de restauration du patrimoine et de valoriser les formations qui y conduisent, tout en les adaptant à la mutation du secteur européen de la construction* ».

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/projet-europeen-construction-inheritance-favoriser-la-transmission-des-savoirfaire-de-la-restauration-du-patrimoine-bati.html

Dispositif REX Bâtiments performants : l'AQC publie trois rapports thématiques - Décembre 2016

Dans le cadre du dispositif REX Bâtiments performants de l'AQC, 750 opérations représentatives de l'ensemble des typologies de bâtiments à basse consommation et/ou à haute qualité environnementale sont actuellement suivies grâce à la coopération de Centres de ressources membres du réseau BEEP (Bâti Environnement Espace Pro). Ces retours de terrain ont récemment donné lieu à trois rapports thématiques : « Prévention et remédiation du risque radon : 12 enseignements à connaître », réalisé en partenariat avec le Réseau Breton Bâtiment Durable ; « Les matériaux bio-sourcés : 12 enseignements à connaître », réalisé en partenariat avec le Centre de ressources energivie.pro ; et, « Du bon usage du BIM : 12 enseignements à connaître ».

Source :

> www.qualiteconstruction.com/observation/rex-batimentsperformants-risques.html

La Transition énergétique a généré peu de nouveaux métiers - 11 décembre 2016

C'est ce que révèle une récente enquête de l'Apec. Si dans le secteur du bâtiment, l'impact de la Transition énergétique ne semble pas encore flagrant, l'étude constatant principalement « *le développement de certains métiers dans les bureaux d'études et les sociétés de service et de contrôle sur les calculs de performance énergétique* » ; il semble un peu plus visible dans le secteur de l'énergie. L'enquête souligne, en effet, une nette augmentation des spécialistes en efficacité énergétique et en énergies renouvelables, ainsi que l'évolution de certaines professions et la possibilité de passerelles entre différentes activités jugées proches.

Source :

> www.batiactu.com/edito/transition-energetique-a-t-elle-cree-emplois-dans-batiment-43048.php

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

L'Etablissement et service d'aide par le travail (Esat) Henri Bucher, basé à Vivonne (86), est le premier établissement médico-social de Vienne à devenir autonome sur le plan énergétique - 26 novembre 2016

Depuis le début de l'année, la structure poitevine a mis en place une chaîne complète de recyclage de ses déchets d'espaces verts, de menuiserie et autres palettes de bois. 500 m³ de plaquettes sont ainsi produites, permettant de satisfaire la totalité des besoins en chauffage de l'établissement. Avec ce projet qui s'élève à plus de 550 000 euros, l'Esat a pu donner naissance à une nouvelle activité au sein de son établissement médico-social. Cinq postes ont été créés, dont quatre destinés à des travailleurs en situation de handicap. Pour aller encore plus loin, l'Etablissement a également entrepris de démarcher des entreprises et collectivités locales afin de récupérer leurs déchets de bois. L'objectif est de parvenir à générer, dans les trois ans, 2 500 m³ de plaquettes pour fournir d'autres structures.

Source :

> www.lanouvellerepublique.fr/Vienne/Communes/Vivonne/n/Contenus/Articles/2016/11/26/L-Esat-accede-a-son-autonomie-energetique-2915986

Un bâtiment patrimonial devenu 100% autonome en énergie - 12 décembre 2016

La société Addenda, cabinet spécialisé dans la maîtrise de l'énergie et l'optimisation énergétique et environnementale des bâtiments, a réussi le pari d'aménager dans un bâtiment en pierres de taille, situé dans le secteur sauvegardé d'Auch, 1 000 m² de bureaux présentant des performances énergétiques et environnementales équivalentes à celles requises par la certification HQE pour des bâtiments neufs.

Pour faire face aux différentes contraintes patrimoniales, la société Addenda a choisi d'enduire les murs sans les isoler et de compenser par une isolation renforcée de la toiture, des sols et des vitrages. Grâce à l'inertie thermique propre à ce type de construction, le bâtiment reste ainsi naturellement frais en été et ne nécessite pas de climatisation. Pour la production énergétique, 100 m² de panneaux photovoltaïques posés sur un hangar à l'arrière du bâtiment assurent l'autonomie électrique durant la période estivale. Durant la période hivernale, une chaufferie bois fonctionnant avec des granulés de bois produit simultanément chaleur et électricité entre octobre et avril. Le bâtiment est en outre équipé d'un éclairage à LED de très faible consommation et d'équipements performants comme les pompes de circulation ou les ventilateurs. Deux dispositifs innovants complètent le système : une unité de stockage d'énergie par batterie lithium et plomb, et une alimentation directe pour l'éclairage et les matériels informatiques en courant continu produit par les panneaux photovoltaïques. L'opération a pu être réalisée, tous investissements confondus, pour un coût de 1 350 €/m² surface de plancher, soit un coût similaire à celui d'une restructuration classique de qualité.

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/un-batiment-patrimonial-devenu-100-autonome-en-energie.html

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

L'activité des très petites entreprises (TPE) françaises recule - 30 novembre 2016

Alors que le trimestre précédent avait montré un rebond significatif des indicateurs conjoncturels, l'optimisme des TPE s'effrite à nouveau avec seulement 28% d'opinions favorables (-4 points). C'est qu'il ressort du dernier baromètre Fiducial. En cause, une dégradation des indicateurs économiques. Plus du quart des dirigeants sondés déclarent ainsi que la tendance est négative (+5 points en un trimestre). Quant à l'indicateur de « situation financière », c'est-à-dire le pourcentage d'entreprises constatant une amélioration de cette situation par différence à celles enregistrant une dégradation, il baisse de 3 points. Selon les chiffres avancés, seul le nombre de créations d'emplois serait en hausse (+0,5 point).

Source :

> www.batiactu.com/edito/barometre-tpe-reprise-avortee-47178.php

L'ADEME publie une fiche explicative sur les qualifications et certifications RGE Etudes - Décembre 2016

Le dispositif « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE), établi en 2011 pour les professionnels réalisant des travaux dans le domaine de l'énergie dans les bâtiments, s'est élargi depuis 2013 à ceux réalisant des prestations intellectuelles : bureaux d'études et économistes de la construction. Depuis le 1^{er} janvier 2015, environ un tiers des aides financières apportées par l'ADEME aux maîtres d'ouvrage intègre le principe d'éco-conditionnalité. Les informations de cette fiche doivent permettre aux professionnels de vérifier, par domaine d'études, les qualifications et certifications existantes, les formations exigées et les critères techniques à respecter.

Source :

> www.ademe.fr/qualifications-certifications-rge-etudes

A télécharger :

> **Bâtiment et énergies renouvelables - Les qualifications et certifications RGE Etudes :**
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-qualifications-certifications-rge-etudes.pdf

Rénovation énergétique : l'UFC-Que Choisir publie une nouvelle enquête accablante pour les professionnels RGE et demande aux pouvoirs publics un renforcement significatif du cadre législatif et réglementaire - Décembre 2016

Des devis non conformes, des examens du bâti peu consciencieux, une approche trop corporatiste, une absence d'évaluation globale, une méconnaissance des différentes aides possibles, des prix déraisonnablement élevés, des pratiques commerciales douteuses et des résultats peu probants. Telles sont les principales conclusions de la dernière enquête menée par l'UFC-Que Choisir sur le marché de la rénovation énergétique.

Les causes de cet échec selon l'association ? Des formations trop courtes et théoriques, une qualification « *distribuée automatiquement sans véritables contrôles* », une certaine opacité des organismes de qualification et l'absence de réelles montées en compétences de la filière.

Pour sortir de cette situation, l'UFC-Que Choisir avance plusieurs pistes. Tout d'abord en appeler à la responsabilité des pouvoirs publics pour mener des contrôles et assainir le marché. Ensuite, faire la promotion d'une filière de chef d'orchestre indépendant des travaux de rénovation, sorte d'architecte-énergéticien. Puis faire de l'obligation de résultats un engagement ferme de la part de l'entreprise. Enfin, responsabiliser les banquiers-prêteurs, sans qui aucun chantier ne peut se faire.

Côté professionnels, les réponses sont nombreuses. Pour la CAPEB, qui s'insurge contre la méthode utilisée, il ne s'agit que « *d'une enquête à charge pour démonter un système* ». Le Cinov, la fédération des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle du conseil, de l'ingénierie et du numérique, rappelle pour sa part qu'il plaide depuis de nombreuses années « *pour qu'une maîtrise d'œuvre soit présente dans les opérations de rénovation énergétique ; l'ingénierie étant seule à même de réaliser un diagnostic pertinent, de concevoir avec une approche globale (tant techniques qu'économiques) et de faire des préconisations cohérentes et indépendantes* ». Il rejoint en cela l'avis d'Alain Maugard, président de Qualibat pour qui, dans le cas précis de reprise intégrale d'une maison individuelle à l'état d'épave thermique, « *la meilleure réponse vient effectivement de l'ingénierie ou de l'architecte* ». Un avis partagé également par le CNOA qui déclare que si les artisans connaissent leur métier, ils ont cependant besoin d'une maîtrise d'œuvre pour faire des travaux de qualité.

Sources :

- > www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-renovation-energetique-performance-zero-des-professionnels-n23361/
- > www.batiactu.com/edito/rge--risque-general-enfumage-selon-ufc-que-choisir-47256.php
- > www.batiactu.com/edito/ufc-que-choisir-artistes-rge-ingenieurs-mettent-tout-47298.php
- > www.batiactu.com/edito/ufc-est-injuste-entreprises-et-contre-consommateurs-47289.php

A télécharger :

- > « **Des artisans du Bâtiment qui n'ont toujours pas fait leur transition génétique pour répondre à la Transition énergétique** » : www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-renovation-energetique-performance-zero-des-professionnels-n23361/?dl=21807

Végétalisation des bâtiments : l'Unep propose trois nouvelles règles professionnelles pour garantir la qualité des travaux - 13 décembre 2016

Les deux premières règles, dédiées aux façades végétalisées, traitent de l'ensemble des étapes de conception, de réalisation et d'entretien des façades végétalisées pour deux techniques distinctes : la végétalisation par bardages rapportés et la végétalisation par utilisation de plantes grimpantes. La troisième règle, relative aux constructions paysagères, aborde quant à elle les questions techniques liées aux travaux de revêtements, bordures et caniveaux nécessaires à l'aménagement et à la qualité des jardins et des espaces verts.

Source :

- > <http://batijournal.com/3-nouvelles-regles-professionnelles-vegetalisation-batiments/94510>

Après huit années de crise, la croissance du secteur du Bâtiment s'établit à 1,9% en volume en 2016 - 14 décembre 2016

Selon la FFB, la croissance du secteur devrait être de 3,4% en 2017, avec cependant un marché de l'amélioration-entretien peu dynamique à 0,9%. Le niveau d'activité ressortira encore inférieur à celui enregistré en 2013 et les disparités resteront importantes au sein des territoires et des métiers. De façon plus détaillée, près de 410 000 logements seront commencés en 2017, permettant un accroissement d'activité de 8,6% en volume. Après neuf années consécutives de repli, le non-résidentiel neuf renouera enfin avec une activité orientée à la hausse grâce aux bâtiments industriels et aux commerces qui afficheront chacun des progressions d'environ 10%. Dans le même temps, l'activité en bureaux et en bâtiments administratifs se stabilisera. En conséquence, le Bâtiment devrait enfin financer l'emploi : 10 000 postes, dont 6 000 salariés et 4 000 intérimaires, sont attendus pour 2017.

Source :

- > <http://batijournal.com/batiment-reprend-couleurs/94520>

Le climat conjoncturel des affaires s'est légèrement altéré au mois de décembre 2016 - 16 décembre 2016

En décembre 2016, les entrepreneurs du Bâtiment ont été plus nombreux qu'en novembre à signaler une baisse de leur activité. Du côté des effectifs, les chefs d'entreprises sont moins nombreux qu'en novembre à prévoir de les réduire encore au cours des trois prochains mois. S'agissant des carnets de commandes, ils sont de plus en plus nombreux à les trouver dégarnis pour la période. Compte tenu des effectifs, ils estiment que le niveau de commandes assurera 6,8 mois de travail, ce qui reste similaire au mois passé et très supérieur à la moyenne longue (5,4 mois). Quant aux prix pratiqués, ils devraient baisser : les chefs d'entreprises sont presque aussi nombreux qu'en novembre à annoncer qu'ils les diminueront au cours du prochain trimestre.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/leger-flechissement-moral-dans-batiment-fin-annee-47380.php

Selon Qualibat, organisme de qualification, environ 62 000 entreprises du Bâtiment sont aujourd'hui qualifiées RGE. Dans le détail, 55 000 professionnels sont « Eco-Artisans » et 39 000 sont « Pros de la performance énergétique », et 50 000 sociétés sont qualifiées « Qualit'EnR », 1 000 « Qualifelec » et 35 500 « Qualibat RGE », soit un total de près de 500 000 professionnels œuvrant dans des entreprises qualifiées.

Source :

> www.batiactu.com/edito/500000-artisans-sont-qualifies-rge-43111.php

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Matériaux de construction : l'Unicem annonce des résultats en hausse tant pour les granulats (+0,5%) que pour le béton prêt à l'emploi (+2,5%) - 1^{er} décembre 2016

Après un début d'année et un printemps décevants, l'inflexion de l'activité des matériaux de construction observée au cours de l'été s'est confirmée cet automne avec une production de granulats en progression de 5,4% au cours des trois derniers mois (août-septembre-octobre 2016) par rapport aux trois mois précédents. La production de béton prêt à l'emploi suit la même évolution avec une augmentation de 3,4% en variation trimestrielle. Ce mouvement est partagé par l'ensemble des matériaux, dont l'indicateur affiche une hausse de 3,3% au 3^{ème} trimestre 2016 par rapport à la même période en 2015. Les volumes de production peinent cependant à décoller de leurs plus bas niveaux historiques. En 2016, la production de granulats est inférieure de 16% au niveau de production moyen sur la période 1997-2016. La production de béton prêt à l'emploi reste, quant à elle, en deçà de sa moyenne de longue période de 0,6 m³ par habitant.

Source :

> www.batiactu.com/edito/materiaux-construction-esperent-renouer-avec-croissance-47192.php

Palmarès des matériaux de construction - 12 décembre 2016

D'après le classement établi par ForumConstruire.com, plateforme d'échanges entre particuliers sur la construction de maison et l'amélioration de l'habitat, le parpaing arrive en tête (48,7%), suivi de la brique (37,3%) et du bois (6,2%). Avec 0,6%, la pierre ponce figure quant à elle en queue de classement.

Source :

> http://batinfo.com/actualite/palmares-des-materiaux-dans-la-construction-de-maison_6554

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Publication d'une thèse - « Étude multi-échelle des transferts de chaleur et de masse appliquée à un bâtiment parisien rénové, en condition météorologique normale et en période de vague de chaleur » - Novembre 2016

Ce travail de thèse porte sur l'évaluation du comportement hygrothermique de constructions anciennes rénovées à Paris, dans des conditions météorologiques actuelles et de vague de chaleur. À l'échelle des logements, un modèle a été construit sur un outil de simulation thermique dynamique, calé et validé à travers des données enregistrées dans une campagne de mesure lancée en 2014 dans les logements étudiés. À l'échelle de la paroi, un modèle macroscopique en 2D est proposé afin d'étudier les transferts de chaleur et de masse dans un mur poreux constitué de plusieurs couches avec de l'isolation thermique par l'intérieur et par l'extérieur.

Source :

> www.theses.fr/2016PA066108

A télécharger :

> Thèse « Etude multi-échelle des transferts de chaleur et de masse appliquée à un bâtiment parisien rénové, en condition météorologique normale et en période de vague de chaleur » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01403856>

Le Cler publie un guide méthodologique sur la mise en œuvre d'un service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) - 24 novembre 2016

Ce guide a pour vocation de développer l'expertise et de proposer des outils dédiés à la méthodologie de mise en œuvre d'un SLIME pour les collectivités, leurs établissements et leurs partenaires. Il répond à un besoin, exprimé par les structures intéressées par le SLIME, d'avoir accès à des retours d'expériences sur des étapes précises du SLIME. La partie méthodologique apporte les éléments sur le contexte et le déploiement du dispositif. Elle répond aux questions : qu'est-ce qu'un SLIME ? Que vise-t-il ? Pourquoi choisir un tel dispositif ? Comment le mettre en œuvre sur son territoire ? Comment l'évaluer ? Quels sont les financements disponibles ? Outre l'animation et la coordination, différentes actions pour chacune des trois étapes du SLIME sont présentées et analysées.

Source :

> www.precarite-energie.org/Mettre-en-oeuvre-un-service-local.html

A télécharger :

> Mettre en œuvre un service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie - Guide méthodologique et recueil de retours d'expériences : www.lesslime.fr/wp-content/uploads/methodologieslime-bd-vf-1.pdf

Eviter les situations de précarité énergétique chez les propriétaires occupants - 28 novembre 2016

Leroy Merlin Source et Ag2r La Mondiale publient la synthèse d'un atelier créatif dédié aux situations de précarité énergétique chez les propriétaires occupants. Basée sur le travail d'une trentaine de professionnels, cette synthèse propose six hypothèses de solutions parmi lesquelles : la création d'une coopérative assurant des travaux de rénovation immobilière pour des propriétaires modestes devenus actionnaires pour un temps ; la mise en place d'une plateforme de rénovation de biens immobiliers par l'échange de services ; ou, bien encore, la création d'un contrat énergie très longue durée incluant le financement de gros travaux énergétiques.

Source :

> www.precarite-energie.org/Comment-eviter-les-situations-de.html

A télécharger :

> Synthèse de l'atelier « Comment éviter les situations de précarité énergétique chez les propriétaires occupants ? » : www.precarite-energie.org/IMG/pdf/Chantier-Atelier-cre_atif-Cite_-du-design-DEF.pdf

Le groupe de travail « Nouvelles dynamiques de rénovation des logements » du Plan Bâtiment Durable livre ses conclusions - 16 décembre 2016

Basé sur les 80 contributions reçues dans le cadre d'une large concertation, dont celles de Centres de ressources membres du réseau BEEP (EnvirobatBDM, Arcene, Bourgogne Bâtiment Durable et Ecobatp LR), ce rapport propose de nouveaux leviers pour entraîner les ménages et la filière dans une dynamique de massification de la rénovation.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/publication-du-rapport-nouvelles-dynamiques-de-a1064.html

A télécharger :

> Nouvelles dynamiques de rénovation des logements - Rapport de synthèse et propositions : www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/plan_batiment_durable_rapport_nouvelles_dynamiques_de_renovation_des_logements.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Un projet de directive européenne classe les poussières de silice comme agent cancérigène - 1^{er} décembre 2016

Ce projet de directive européenne, qui pourrait être adopté en février 2017, « a pour objet de fixer des limites d'exposition pour onze nouveaux agents cancérigènes », dont les poussières de silice cristalline alvéolaire. L'objectif de cette directive serait, selon le conseil de l'Union Européenne, de « sauver 100 000 vies au cours des 50 prochaines années ». Comme tout texte de ce type, s'il est adopté, la directive sera ensuite transposée en droit français.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/un-projet-de-directive-europeenne-classe-les-poussieres-de-silice-comme-agent-cancerigene-33756606

Lancement d'une nouvelle campagne nationale sur la qualité de l'air intérieur dans les logements - 6 décembre 2016

Cette nouvelle campagne nationale, intitulée « Campagne nationale logement 2 » (CNL2), dont les travaux préparatoires pourraient débuter dès 2017, permettra de disposer d'un nouvel état de l'exposition des occupants de logements aux polluants de l'air intérieur.

Source :

> www.logement.gouv.fr/une-nouvelle-campagne-nationale-sur-la-qualite-de-l-air-interieur-dans-les-logements

Compteurs communicants : l'Anses juge faible l'exposition électromagnétique - 15 décembre 2016

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) estime, dans un récent avis, que les niveaux d'exposition induits par les compteurs communicants sont très faibles. « *Cependant, même si l'exposition d'un seul objet communicant induit une exposition très faible vis-à-vis des valeurs limites réglementaires, du fait de leur multiplication prévisible, il paraît important de continuer à quantifier l'exposition due à toutes les sources, dans un contexte de maîtrise de l'environnement électromagnétique* ».

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/compteurs-communicants-anses-juge-faible-exposition-electromagnetique-28100.php4

A télécharger :

> Exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants » - Avis de l'Anses : www.actu-environnement.com/media/pdf/news-28100-exposition-population-champs-electromagnetiques-emis-compteurs-communicants.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Création d'un Centre de ressources pour la réhabilitation responsable du bâti ancien - 22 novembre 2016

Ce Centre de ressources, porté par le Cerema, l'Ensa Toulouse, Arts et Métiers Paris Tech, Maisons Paysannes de France et l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire, aura pour objectif principal de proposer un ensemble de ressources en ligne, à l'attention principale de la maîtrise d'œuvre, sur le sujet de la réhabilitation du bâti ancien (antérieur à 1948). L'enjeu final est de permettre d'effectuer des choix « responsables » et de favoriser la qualité des rénovations de cette typologie particulière du parc existant, à la croisée des enjeux énergétiques, techniques et patrimoniaux.

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/221116-creation-dun-centre-de-ressources-pour-la-rehabilitation-responsable-du-bati

Le Lab' de la Caisse des dépôts expérimente le logement social flexible - 29 novembre 2016

L'architecture de la transformation s'immisce dans le locatif social. Mises à l'honneur depuis quelques années pour les appartements en accession, ces nouvelles techniques de construction s'apprennent à irriguer le marché des HLM.

Parmi les expérimentations en cours, on trouve le logement extensible. L'idée ? Proposer aux habitants, moyennant une vingtaine d'euros par nuit, une annexe au sein de leur résidence afin de loger leurs invités. Un premier test est actuellement en cours à Bordeaux. Sur un semestre, près d'une soixantaine de nuitées ont déjà été réservées. Une solution plébiscitée dans le parc intermédiaire mais bien moins populaire chez les ressortissants du parc social et très social.

Autre innovation en cours de réflexion, celle d'offrir aux locataires du parc intermédiaire et social la possibilité d'ajouter ou retrancher une pièce à leur logement d'origine et, ainsi, de moduler leur loyer en fonction de leurs besoins réels.

Source :

> www.explorimmoneuf.com/conseils/actualite/detail/article/habiter-demain-1-5-quand-le-logement-social-devient-reversible.html

51 start-up françaises viennent d'être déclarées lauréates du 2^{ème} appel à projets « Jeunes Pousses - GreenTech verte » - 2 décembre 2016

Parmi les lauréats : URBAN CANOPEE, la canopée végétale dans la ville ; PEPIN BIO, un outil pour mesurer la performance environnementale des matériaux ; FACTEUR4, la solution pour diviser par 4 sa facture énergétique ; MY AIR LOC, la « carte vitale » du bâtiment durable ; MEGAWOOD, le « bois bionique », technologie pour les bâtiments de demain ; VIZCAB, la data au service de la performance énergétique des bâtiments ; ELUM ENERGY, la gestion intelligente de l'énergie verte dans les bâtiments ; AMPLISIM, un outil de simulation pour la qualité de l'air ; AIR ADAPT, le capteur pour réconcilier confort thermique et efficacité énergétique ; ou, bien encore, YOYO, une plateforme pour aider les habitants à trier.

Source :

- > www.developpement-durable.gouv.fr/51-nouveaux-laureats-de-la.html

Projet SOCIOCUBE : de nouveaux leviers de maîtrise de l'énergie pour le secteur tertiaire - 9 décembre 2016

Dans le cadre du projet ADEME SOCIOCUBE, l'IFPEB et EDF R&D, assistés du sociologue Gaëtan Briseperre et de la psychosociologue Delphine LABBOUZ-HENRY, ont exploré les déterminants des prises de décision et des actions d'efficacité énergétique dans le secteur tertiaire. Sur la base de ces analyses, ont été élaborées 16 fiches « Transition énergétique de votre activité », qui se veulent à la fois concrètes et « fun », visant à engager tout le tertiaire national vers les économies les plus immédiates et rentables. Le projet SOCIOCUBE a également recherché les moyens de la massification de l'efficacité énergétique dans tout le tertiaire national, en utilisant les dynamiques territoriales. Des modalités seront proposées aux collectivités volontaires.

Source :

- > www.construction21.org/france/articles/fr/agir-avec-les-occupants--la-transition-energetique-de-votre-activite-tertiaire.html
- > www.ifpeb.fr/cube-2020/etudes-sociologiques

A télécharger :

- > Fiches « Transition énergétique de votre activité » : www.ifpeb.fr/2016/12/05/fiches-transition-energetique-de-activite/

Mise en ligne de l'Atlas régional de l'occupation des sols en France - 13 décembre 2016

Edité par le Service de l'observation et des statistiques du ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, cet Atlas illustre l'occupation des sols pour l'année 2012 et les dynamiques de son évolution sur la période 2006-2012. Ce document présente les données géographiques paneuropéennes du programme Copernicus (pilote par l'Agence européenne pour l'environnement), issues de CORINE Land Cover et de couches « haute résolution ». A travers des cartes, des graphiques et des tableaux, la publication dresse un panorama général d'une région, puis réalise des focus sur l'artificialisation des sols, les territoires agricoles et les milieux naturels, forestiers et aquatiques.

Source :

- > www.eaufrance.fr/les-actualites/occupation-des-sols-l

A télécharger :

- > Atlas régional de l'occupation des sols en France : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Datalab/2016/atlas-regional-de-loccupation-des-sols-en-france__clc_.pdf

Produire la totalité de notre énergie à partir de sources renouvelables est non seulement un objectif réalisable du point de vue économique et technologique, mais souhaitable du point de vue de l'emploi et des bénéfices sociaux et environnementaux - 16 décembre 2016

C'est ce qu'affirme une étude dirigée par Mark Jacobson de l'Université de Stanford aux Etats-Unis. Ce travail de recherche présente un panorama très complet du paysage énergétique mondial de 139 états et démontre pourquoi et comment la Planète peut changer de moteur énergétique d'ici à 2050 pour passer aux énergies renouvelables et sortir à la fois des énergies fossiles et du nucléaire.

Source :

- > www.rtflash.fr/monde-sans-energies-fossiles-en-2050-c-est-possible/article

A télécharger :

- > 100% Clean and Renewable Wind, Water, and Sunlight (WWS) All-Sector Energy Roadmaps for 139 Countries of the World : <http://web.stanford.edu/group/efmh/jacobson/Articles/II/CountriesWWS.pdf>

/// SOMMAIRE ///

Les membres du réseau BEEP



Avec le soutien technique et financier de :

